



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 61.140/4
du 12 avril 2017

sur

un projet d'arrêté du
Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale 'relatif aux
plans de déplacements
d'entreprises'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 61.140/4
van 12 april 2017

over

een ontwerp van besluit van de
Brusselse Hoofdstedelijke
Regering 'betreffende de
bedrijfsvervoerplannen'

Le 13 mars 2017, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée du Logement, de la Qualité de Vie, de l'Environnement et de l'Énergie à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'relatif aux plans de déplacements d'entreprises'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 12 avril 2017. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Martine BAGUET et Bernard BLERO, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Jean-Luc PAQUET, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 12 avril 2017.

*

Op 13 maart 2017 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor Huisvesting, Levenskwaliteit, Leefmilieu en Energie verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'betreffende de bedrijfsvervoerplannen'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 12 april 2017. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Bernard BLERO, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Jean-Luc PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 12 april 2017.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

Le Ministre de la Mobilité doit également figurer parmi les ministres proposant¹.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

1. La définition figurant à l'article 1^{er}, 6^o, du projet est celle de l'article 1.3.1., 3^o du Code bruxellois de l'Air, du Climat, et de la Maîtrise de l'Énergie. Elle doit être omise.

2. L'article 32², 1^o, de la loi du 21 juillet 2016 'mettant en œuvre et complétant le règlement (UE) n° 910/2014 du parlement européen et du conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE, portant insertion du titre 2 dans le livre XII « Droit de l'économie électronique » du Code de droit économique et portant insertion des définitions propres au titre 2 du livre XII et des dispositions d'application de la loi propres au titre 2 du livre XII, dans les livres I, XV et XVII du Code de droit économique' abroge la loi du 9 juillet 2001 'fixant certaines règles relatives au cadre juridique pour les signatures électroniques et les services de certification'.

La définition du « courrier électronique », à l'article 1^{er}, 8^o, du projet, doit être adaptée en conséquence.

¹ *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 41 et formule F 3-8-2.

² Entré en vigueur le 1^{er} juillet 2016 – arrêté du 14 septembre 2016 'fixant l'entrée en vigueur de la loi du 21 juillet 2016 mettant en œuvre et complétant le règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE, portant insertion du titre 2 dans le livre XII « Droit de l'économie électronique » du Code de droit économique et portant insertion des définitions propres au titre 2 du livre XII et des dispositions d'application de la loi propres au titre 2 du livre XII, dans les livres I, XV et XVII du Code de droit économique'.

Article 2

1. Au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, il n'y a pas lieu d'insérer dans une disposition normative des éléments de nature exemplative. En conséquence, les mots entre parenthèses seront omis.

La même observation vaut pour l'article 5, § 8, 1°, b) du projet.

2. Le paragraphe 2, alinéa 2, dernière phrase, dispose comme suit :
« À défaut de décision dans ce délai, la dérogation est réputée octroyée ».

Est ainsi organisé un régime de décision implicite.

La mise en œuvre d'un tel régime a pour effet d'écarter l'application de la loi du 29 juillet 1991 'relative à la motivation formelle des actes administratifs'.

Ceci ne peut être admis que si une disposition de nature législative l'autorise. Or, tel n'est pas le cas en l'espèce.

Au paragraphe 2, alinéa 2, la dernière phrase, sera donc omise.

Article 3

Les termes « § 1^{er} » doivent être omis.

Article 5

1. L'alinéa 1^{er} doit être intégré dans la subdivision en paragraphes.

2. Le paragraphe 7, 2°, b), correspond à l'article 5bis inséré dans l'arrêté du 7 avril 2011 'relatif aux plans de déplacements d'entreprises' par l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 15 mai 2014 'relatif à l'exemplarité des pouvoirs publics en matière de transport et modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 avril 2011 relatif aux plans de déplacements d'entreprises', qui se fondait, en ce qui concerne cet article 12, sur les articles 2.4.5 et 2.4.7 de l'ordonnance du 2 mai 2013 'portant le Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la Maîtrise de l'Énergie', de sorte qu'il y a lieu de viser également ces dispositions à la fin de l'alinéa 1^{er} du préambule.

3. Au même paragraphe, 2°, b), les mots « depuis le 1^{er} janvier 2015 » sont inutiles et doivent être omis.

4. Le paragraphe 8, 2°, prévoit :

« En situation de pic de pollution atmosphérique et autres situations d'urgence, l'entreprise communique sur les mesures qu'elle a ainsi définies ainsi que sur son accessibilité multimodales dans les meilleurs délais ».

La section de législation suppose qu'il s'agit pour l'entreprise de communiquer aux travailleurs qu'elle occupe les mesures qu'elle prend conformément au 1° de la même disposition.

La disposition sera formulée en ce sens.

Par ailleurs, la portée du concept d'« accessibilité multimodale » n'apparaît pas clairement dès lors qu'au 1° de la disposition, seul l'aspect de « transfert modal » est envisagé.

En tout état de cause, les auteurs du projet veilleront à utiliser une terminologie identique.

Article 7

1. L'article 7 du projet, qui a trait aux audits, se fonde aussi sur l'article 2.3.3, § 2, de l'ordonnance du 2 mai 2013, de sorte qu'il y a lieu de le viser de même à la fin de l'alinéa 1^{er} du préambule.

2. Au paragraphe 5, les mots « de suivi » seront omis, le comité étant défini comme tel à l'article 1^{er}, 10°, du projet.

Article 13

À l'alinéa 1^{er}, la deuxième phrase semble inutile au regard de la définition de l'article 1^{er}, 10°.

Si l'intention est de fixer une règle de quorum, la disposition sera rédigée en ce sens.

Article 15

L'article 15 doit être rédigé comme suit³ :

« Art. 15. L'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 avril 2011 relatif aux plans de déplacements d'entreprises, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 15 mai 2014, est abrogé ».

³ *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 138 et formule F 4-3-2.

Article 16

Il y a lieu d'insérer les mots « chacun en ce qui le concerne » dans la disposition.

ANNEXE I

Dans la version française, au 3° « Plan d'actions », les b) et c) comprennent un membre de phrase en néerlandais.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

De minister van Mobiliteit dient eveneens vermeld te worden bij de voordragende ministers.¹

DISPOSITIEF

Artikel 1

1. De definitie in artikel 1, 6°, van het ontwerp is die uit artikel 1.3.1., 3°, van het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing. Ze moet worden weggelaten.

2. De wet van 9 juli 2001 'houdende vaststelling van bepaalde regels in verband met het juridisch kader voor elektronische handtekeningen en certificatediensten' wordt opgeheven bij artikel 32², 1°, van de wet van 21 juli 2016 'tot uitvoering en aanvulling van de verordening (EU) nr. 910/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 23 juli 2014 betreffende de elektronische identificatie en vertrouwensdiensten voor elektronische transacties in de interne markt en tot intrekking van Richtlijn 1999/93/EG, houdende invoeging van titel 2 in boek XII 'Recht van de elektronische economie' van het Wetboek van economisch recht, en houdende invoeging van de definities eigen aan titel 2 van boek XII en van de rechtshandhabingsbepalingen eigen aan titel 2 van boek XII, in de boeken I, XV en XVII van het Wetboek van economisch recht'.

De definitie van het begrip "elektronische post" in artikel 1, 8°, van het ontwerp, moet dienovereenkomstig worden aangepast.

¹ *Beginselen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 41 en formule F 3-8-2.

² In werking getreden op 1 juli 2016 - besluit van 14 september 2016 'tot bepaling van de inwerkingtreding van de wet van 21 juli 2016 tot uitvoering en aanvulling van de verordening (EU) nr. 910/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 23 juli 2014 betreffende de elektronische identificatie en vertrouwensdiensten voor elektronische transacties in de interne markt en tot intrekking van Richtlijn 1999/93/EG, houdende invoeging van titel 2 in boek XII 'Recht van de elektronische economie' van het Wetboek van economisch recht, en houdende invoeging van de definities eigen aan titel 2 van boek XII en van de rechtshandhabingsbepalingen eigen aan titel 2 van boek XII, in de boeken I, XV en XVII van het Wetboek van economisch recht'.

Artikel 2

1. Wat paragraaf 2, eerste lid, betreft, mag een normatieve bepaling geen enuntiatieve elementen bevatten. Bijgevolg moeten de woorden die tussen haakjes zijn geplaatst worden weggelaten.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 5, § 8, 1°, b), van het ontwerp.

2. Paragraaf 2, tweede lid, laatste zin, luidt als volgt:

“Indien er geen beslissing genomen wordt binnen deze termijn, wordt de afwijking als aanvaard beschouwd.”

Aldus wordt een stelsel van impliciete beslissing ingevoerd.

Het opzetten van een dergelijk stelsel heeft tot gevolg dat de wet van 29 juli 1991 ‘betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen’ niet wordt toegepast.

Zulks kan enkel aanvaard worden als een bepaling van wetgevende aard dat toestaat. Dat is *in casu* evenwel niet het geval.

In paragraaf 2, tweede lid, dient de laatste zin derhalve te vervallen.

Artikel 3

De aanduiding “§ 1.” moet worden weggelaten.

Artikel 5

1. Het eerste lid moet opgenomen worden in de onderverdeling in paragrafen.

2. Paragraaf 7, 2°, b), stemt overeen met artikel 5*bis* dat in het besluit van 7 april 2011 ‘betreffende de bedrijfsvervoerplannen’ ingevoegd is bij artikel 12 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 15 maart 2014 ‘betreffende het voorbeeldgedrag van de overheden inzake vervoer en ter wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 april 2011 betreffende de bedrijfsvervoerplannen’, dat, wat dat artikel 12 betreft, steunde op de artikelen 2.4.5 en 2.4.7 van de ordonnantie van 2 mei 2013 ‘houdende het Brussels Wetboek van Lucht, Klimaat en Energiebeheersing’, zodat aan het einde van het eerste lid van de aanhef ook naar die bepalingen verwezen moet worden.

3. In dezelfde paragraaf, 2°, b), zijn de woorden "sinds 1 januari 2015" zinloos en dienen te vervallen.

4. Paragraaf 8, 2°, luidt als volgt:

“In geval van een luchtverontreinigingspiek of een andere noodsituatie communiceert het bedrijf zo snel mogelijk over de maatregelen die het heeft ingesteld alsook over zijn multimodale bereikbaarheid”.

De afdeling Wetgeving gaat ervan uit dat bedoeld wordt dat het bedrijf aan de werknemers die het tewerkstelt de maatregelen meedeelt die het neemt overeenkomstig punt 1° van dezelfde bepaling.

De bepaling moet in die zin worden geformuleerd.

Bovendien is de draagwijdte van het concept “multimodale bereikbaarheid” niet erg duidelijk, daar in punt 1° van de bepaling alleen het aspect “modal shift” aan bod komt.

De stellers van het ontwerp dienen er hoe dan ook op toe te zien dat dezelfde terminologie wordt gebezigd.

Artikel 7

1. Artikel 7 van het ontwerp, dat betrekking heeft op de audits, steunt ook op artikel 2.3.3, § 2, van de ordonnantie van 2 mei 2013, zodat aan het eind van het eerste lid van de aanhef ook naar deze bepaling verwezen moet worden.

2. In paragraaf 5 schrijve men “het comité” ipv “het opvolgingscomité”, aangezien het comité reeds in die zin gedefinieerd wordt in artikel 1, 10°, van het ontwerp.

Artikel 13

In het eerste lid lijkt de tweede zin nutteloos in het licht van de definitie die gegeven wordt in artikel 1, 10°.

Indien het de bedoeling is om een regel inzake het quorum vast te stellen, dient de bepaling in die zin te worden gesteld.

Artikel 15

Artikel 15 moet als volgt worden geredigeerd:³

“Art. 15. Het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 april 2011 ‘betreffende de bedrijfsvervoerplannen’, gewijzigd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 15 mei 2014, wordt opgeheven”.

³ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 138 en formule F 4-3-2.

Artikel 16

De woorden “ieder wat hem betreft” behoren in de bepaling te worden ingevoegd.

BIJLAGE I

In de Franse tekst van punt 3° “Plan d’actions” staat in de bepaling onder b) en c) een zinsnede in het Nederlands.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Pierre LIÉNARDY